



VINGT ANS DU SOMMET DES AMÉRIQUES LE FAUBOURG SE SOUVIENT

Avril 2001. N'importe qui ayant vécu près ou loin des quartiers centraux ne peut oublier cette période marquante. Il y a de cela vingt ans [...]



2001

2021

PAGE 6

**VAGUE DE
FÉMINICIDES DÉNONCÉE**

PAGE 7

**UN SERVICE DE CONSOMMATION
SUPERVISÉE VOIT LE JOUR**

PAGE 4

**POÉSIE DU FAUBOURG ...
ENCORE ET TOUJOURS**

PAGE 9



Problèmes de logement ?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
418-522-0454



LE COMPOP INSATISFAIT DES RUES « PAS SI PARTAGÉES » POUR CET ÉTÉ

Journal de quartier publié à 6 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles sont des espaces de parole pour les auteur-ice-s, et sont portés par un souci d'inclusivité. Diverses techniques d'écriture inclusive y sont valorisées.

Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro

Fabien Abitbol, Marie-Ève Duchesne, Pascaline Lamare, Agathe Légaré, Andrée O'Neill, Alex Saulnier.

Ont aussi contribué

Vincent Baillargeon, Yvon Boisclair, Mélissa Coulombe-Leduc, Marie-Joëlle Lemay-Brault, Hélène Matte.

Mots croisés

Agathe Légaré

Graphisme

Anne-Christine Guy

Correction

Catherine Duchesneau

Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

Publicité

Marie-Ève Duchesne (418-522-0454)

Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 5B9
418-522-0454
www.compop.net
comite.populaire@videotron.ca

Veuillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : compop.net/polinfo.

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.

(La rédaction) La Ville de Québec annonçait, le 2 mars 2021, le retour de dix-huit rues partagées temporaires pour l'été 2021. Si le Comité populaire souligne la bonne nouvelle et la volonté de l'administration municipale de revenir avec des améliorations au concept incomplet de l'an passé, il se trouve insatisfait de la tournure que prennent les propositions touchant la rue Saint-Gabriel et des Zouaves, deux rues visées par des projets du groupe.

Pour Marie-Ève Duchesne, permanente au Comité populaire, la Ville doit aller beaucoup plus loin que le projet actuellement proposé : « Il n'a jamais été question de se contenter d'un simple panneau réduisant la vitesse automobile ou d'aménagements éphémères ! Lorsque le Compop parle de rues partagées, il parle de reprise de pouvoir sur une rue comme un espace public, où un respect mutuel entre toutes les utilisations doit s'instaurer. Si on se contente d'une version édulcorée, l'automobile demeurera au cœur du projet. »

Toujours selon Mme Duchesne, l'aspect éphémère de ce type de projets n'apporte pas les améliorations souhaitées par les résident-e-s. « Les rues partagées se doivent d'être pérennes. Avec les chutes de glace, les bancs de neige et les différents obstacles aux déplacements, les aménagements se doivent d'aller plus loin que l'installation temporaire de bacs à fleurs, de placettes éphémères et de mobilier urbain, tels que proposés par la Ville de Québec à l'heure actuelle. De plus, pour un changement durable dans les pratiques des automobilistes, ces aménagements doivent faire partie du quotidien, pas seulement pour quelques mois par année », a ajouté la permanente.



Une réelle consultation avec la population pour la suite

Le Comité populaire et son comité Aménagement avaient lancé le 28 mai 2020 une consultation auprès des résident-e-s au sujet d'une rue partagée permanente sur la rue Saint-Gabriel. 96 % des répondant-e-s se disaient tout à fait en accord ou plutôt en accord avec un projet de rue partagée sur celle-ci.

À la suite de pressions auprès de la Ville, le Comité populaire a réussi à obtenir une rencontre avec les services concernés par le projet, le 9 avril dernier. Cette rencontre leur a permis de voir un peu les intentions de la Ville concernant les projets prévus pour les rues visées dans le quartier pour l'été 2021. « Il y a une volonté intéressante d'améliorer le projet avec des gonflements aux intersections pour, on le souhaite, ralentir la circulation, du mobilier urbain pour occuper les rues. Mais le souci premier, pour nous, demeure la suite du projet. Si on comprend que la Ville ne soit pas fermée à l'idée que la rue Saint-Gabriel devienne partagée de façon permanente, il faut que le processus de consultation soit mis en place le plus rapidement possible pour éviter les irritants et que cet espace réponde aux besoins des résident-e-s du quartier. La meilleure façon de s'assurer que le projet fonctionne, c'est de s'assurer qu'il soit en cohérence avec les pratiques des gens qui habitent autour », a ajouté Vincent Baillargeon, permanent au Compop.

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste promet d'autres actions et mobilisations dans les prochaines semaines pour s'assurer que la rue Saint-Gabriel devienne une réelle rue partagée et que les citoyen-ne-s concerné-e-s ne soient pas mis-e-s de côté pas la bureaucratie de la Ville.

Deviens membre du Compop!

LE COMITÉ POPULAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :

Un journal de quartier, *L'Infobourg*

En ligne: compop.net
En Personne: 780, rue Sainte-Claire
5\$ par année

C'EST L'ÉCLATEMENT DES SAVEURS CHEZ ÉRICO. PLUS DE 70 CRÈMES GLACÉES, SORBETS, YOGOURTS ET TOFUS GLACÉS, EN ALTERNANCE.

Profitez des belles journées estivales pour venir vivre une aventure des plus gourmandes!

PASSION | SAVEURS | PLAISIR
30 ANS
ÉRICO CHOCOLATIER 1988-2018

BOÎTES CADEAUX

GRANDE SÉLECTION DE CHOCOLATS FINS

Erico
CHOCOLATERIE CRÉATIVE
MUSÉE DU CHOCOLAT

634, RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC
T. 418 524-2122 | ERICOCHOCOLATIER.COM

DES BÉNÉVOLES EN OR S'ACTIVENT POUR LES AÎNÉ·E·S DE LA HAUTE-VILLE

Par Marie-Joëlle Lemay-Brault, de l'Entraide du Faubourg



L'Entraide du Faubourg est situé au 369, rue Saint-Jean.

D'un bout à l'autre du pays, du 18 au 24 avril dernier se tenait la semaine d'action bénévole. Sous le thème « La valeur de chacun, la force du nombre », l'édition 2021 revêt une symbolique particulière vu le contexte de la pandémie. À l'Entraide du Faubourg, notre mission repose depuis toujours sur l'implication bénévole et cela a été d'autant plus mis en évidence au cours de la dernière année

Une contribution immense

L'implication bénévole est absolument vitale pour une organisation comme la nôtre. Sans elle, nous serions incapables d'offrir nos services à faibles coûts ou gratuitement aux utilisateur·rice·s. Dans la dernière année, 65 bénévoles actif·ve·s ont donné collectivement environ 5 400 heures pour la livraison de la popote roulante, l'accompagnement et le transport pour des rendez-vous médicaux, les appels d'amitié, les activités, le travail de bureau ou sur le conseil d'administration. Et il est important pour nous de souligner leur grandiose et si précieuse contribution.

Concrètement, cela représente près d'une centaine de repas livrés chaque semaine, 843 transports, 29 accompagnements et 7 dépannages divers réalisés depuis septembre dernier. S'ajoutent à cela 24 jumelages pour les appels d'amitié. De plus, nos bénévoles le font en démontrant une grande capacité d'adaptation, notamment en ce qui a trait aux exigences sanitaires de la santé publique, sans cesse en mouvance depuis les derniers mois. Mais ils et elles le font surtout avec beaucoup d'humanité en cette période spécialement difficile et stressante pour beaucoup de personnes aînées.

Au printemps dernier, l'Entraide du Faubourg a été chamboulé sur le plan de l'implication lorsqu'un bon nombre de nos bénévoles se sont vus forcés de rester à la maison en fonction de leur âge. Néanmoins, la situation semble avoir

sensibilisé la population aux divers besoins des personnes aînées ainsi qu'à l'isolement vécu par bon nombre d'entre elles. Nous avons alors bénéficié de l'intérêt de plusieurs nouvelles personnes, dont des plus jeunes sans emploi ou simplement avec plus de temps libre. Notre abonnement corporatif à Communauto nous permet aussi d'impliquer des bénévoles qui ne possèdent pas de véhicule personnel et cela favorise un plus grand bassin de bénévoles potentiels, chose non négligeable lorsqu'on sait à quel point la rétention des bénévoles est un enjeu de taille.

Au-delà des chiffres, des liens et des attitudes humaines

Pas une semaine ne passe sans qu'une ou plusieurs personnes utilisant nos services ne nous appellent pour nous remercier et nous dire combien la personne bénévole était extraordinaire, gentille, avenante, alouette... Mais surtout, elles souhaitent nous dire combien le service est important et fait une différence. En guise d'illustration, pensons au service d'accompagnement-transport. Imaginez, avoir 93 ans, la vue de plus en plus embrouillée, les jambes moins solides, l'hiver sous les pieds, des enfants qui habitent Gatineau et devoir vous rendre à l'autre bout de la ville pour recevoir une injection dans les yeux...

Pas besoin d'être très imaginatif pour saisir que c'est alors plus rassurant d'utiliser un service personnalisé et adapté à la réalité et aux besoins des personnes comme celui que nous coordonnons et qui est rendu possible grâce à nos bénévoles. Leur implication permet de favoriser le maintien et l'autonomie des personnes à domicile le plus longtemps possible et de faire en sorte qu'elles et leurs proches se sentent en sécurité. Nos bénévoles soutiennent, aident, écoutent, stimulent, réconfortent, veillent et servent même de vigie parfois lorsqu'une situation les préoccupe. Ils et elles prennent le temps et s'intéressent réellement. Et pour toutes ces raisons... Merci mille fois!



LE CONSEIL DE QUARTIER SE MOBILISE SUR DES DOSSIERS STRUCTURANTS

Par Mélissa Coulombe-Leduc, présidente du CQSJB

Depuis la plus récente publication de *L'Infobourg*, le CA du Conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste (CQSJB) a pris position sur différents dossiers structurants pour notre quartier.

D'abord, à la suite de la présentation des nouvelles limites de vitesse qui seront en vigueur dans le quartier au cours des prochaines semaines, le Compop, la SDC du Faubourg et le CQSJB ont témoigné conjointement de leur déception de voir la limite de vitesse pour la rue Saint-Jean fixée à 40 km/h, alors que la position portée par les trois organisations est de voir la limite fixée à 30 km/h. Plusieurs arguments militent en ce sens: densité de population du quartier (l'une des plus fortes du Canada), le fait que la mobilité active soit pratiquée de façon importante, ainsi que la présence d'une école. Baisser la limite de vitesse à 30 km/h ferait en sorte que cette artère ne soit plus utilisée comme une voie de transit. Les trois organisations ont aussi tenu à souligner de manière positive le fait que la limite de vitesse de la très grande majorité des artères du quartier sera fixée à 30 km/h.

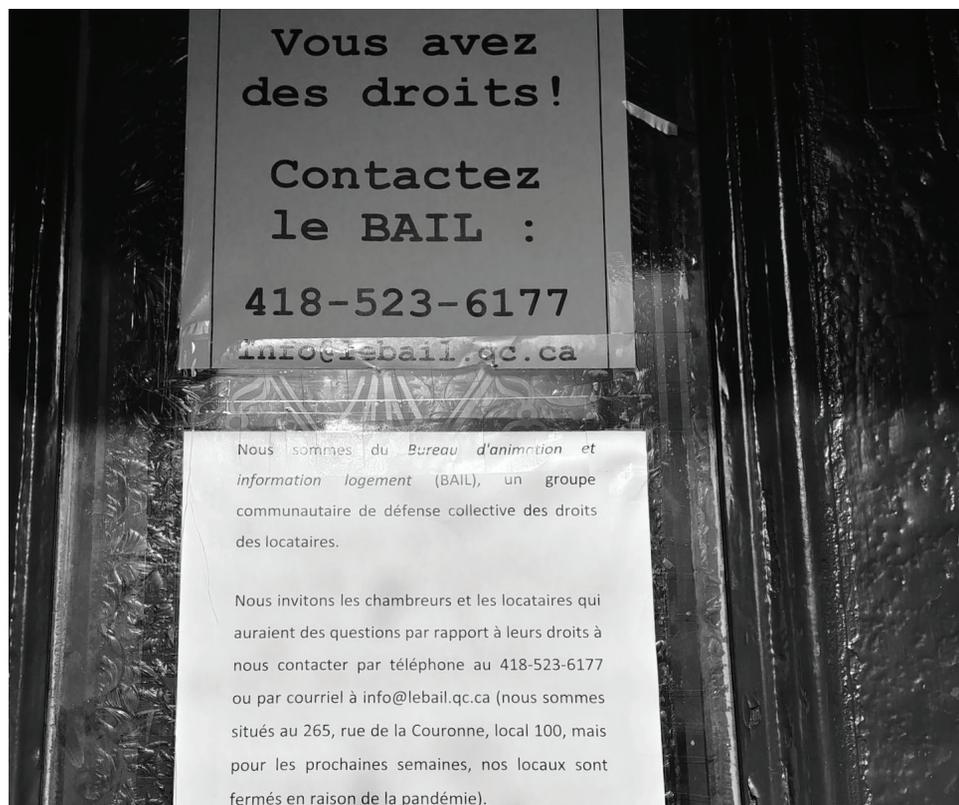
Aussi, par le biais d'une résolution adoptée lors de sa rencontre à la fin mars, le CQSJB a aussi tenu à réitérer son appui et sa pleine et entière volonté de collaborer au projet de conversion de l'église Saint-Jean-Baptiste, dossier revenu récemment dans l'actualité. Il faut savoir que dès 2015, année de la fermeture de l'église, le CA du Conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste donnait le mandat à l'organisation *Votepour.ca* de mener une consultation citoyenne sur l'avenir de ce lieu. La résolution adoptée est favorable à un projet de conversion de l'église qui serait à la fois culturel, communautaire, touristique et scolaire, dont les usages prévus seraient multiples, au profit de l'ensemble de la communauté du quartier.

Finalement, au cours des prochaines semaines, le CQSJB ira à votre rencontre (virtuellement) pour vous consulter sur les différentes initiatives qui pourraient être mises en place dans notre quartier en matière de sensibilisation à la sécurité routière. En effet, le CQSJB fait partie des organismes dont la Ville a accepté de financer un projet dans le cadre de sa *Stratégie de sécurité routière*. Nous vous invitons bien sûr à participer en grand nombre à cette consultation.

Nous demeurons à votre disponibilité pour toute question ou tout commentaire que vous voudriez nous partager: conseilquartier.saint-jean-baptiste@ville.quebec.qc.ca

UN MANQUE D'AUDACE POUR LES MAISONS DE CHAMBRES À QUÉBEC

(La rédaction) Le Bureau d'animation et information logement (BAIL) attendait avec impatience la publication de la stratégie municipale sur les maisons de chambres, annoncée le 30 mars dernier. Tout en soulignant l'avancée que représente la mise en place à Québec d'une stratégie concertée sur le maintien et le développement du parc de maisons de chambres, le BAIL émet certains bémols sur son contenu. Le BAIL aurait souhaité l'ajout de pistes d'action plus audacieuses sur les enjeux de maintien et de salubrité des maisons de chambres.



Le BAIL a tenu au fil des années plusieurs campagnes d'informations et de mobilisations auprès de locataires de maisons de chambres.

Pour en finir avec les évictions illégales et les fermetures

Ces dernières années, le BAIL a constaté, via son service d'information sur les droits des locataires, la fermeture ou le changement de vocation de plusieurs maisons de chambres situées dans les quartiers centraux de Québec. « C'est un enjeu central actuellement dans les quartiers en gentrification : il faut s'assurer que les maisons de chambres actuelles demeurent des maisons de chambres et il faut s'assurer qu'elles demeurent abordables », affirme Jonathan Carmichael, organisateur communautaire au BAIL.

La stratégie présentée ne s'attaque pas suffisamment à cette problématique. Le BAIL aurait souhaité qu'une mesure permanente de protection de l'usage de maisons de chambres soit déjà annoncée. De plus, il aurait été intéressant d'y voir des pistes d'action concernant les « réno-évictions », un phénomène de plus en plus présent à Québec et qui a contribué à l'éviction de plusieurs dizaines de chambreur-se-s en 2019 et 2020.

Pour le droit à une chambre salubre

De plus, le BAIL déplore la logique pernicieuse qui est présente dans la Stratégie concernant les problématiques d'insalubrité dans les maisons de chambres. S'il partage le constat fait sur l'ampleur des problèmes, il est en désaccord avec l'analyse qui prétend qu'il faut agir avec doigté pour éviter les fermetures de maisons de chambres.

« Il est inacceptable que des locataires à Québec vivent dans des chambres qui sont infestées de vermine, qui sont insalubres et qui mettent en danger leur sécurité et leur santé », s'indigne monsieur Carmichael. « Il serait également inacceptable de céder au chantage de propriétaires qui menaceraient de mettre la clé dans la porte si on les oblige à respecter les normes minimales édictées par la Ville ». Selon le BAIL, la Ville de Québec doit utiliser tous les outils et les pouvoirs dont elle dispose pour contraindre les propriétaires immobiliers à entretenir leur immeuble.



LE CRAC
ALIMENTS SAINS

LA CAROTTE JOYEUSE

690, rue St-Jean
Québec (Québec) G1R 1P8
Tél: 418-647-6881
Fax: 418-647-3953
Courriel: info@lecrac.com

LE SCS VOIT ENFIN LE JOUR DANS LE QUARTIER SAINT-ROCH

Par Alex Saulnier

À l'été 2018 se tenaient les premières assemblées d'information concernant l'implantation d'un site de Service d'injection supervisée (SIS). Des citoyen-ne-s et des commerçant-e-s ont alors exprimé de nombreuses préoccupations quant à l'emplacement choisi, qui devait se trouver près des bretelles d'autoroute Dufferin-Montmorency, dans le quartier Saint-Roch. Les citoyen-ne-s craignaient notamment une hausse de la criminalité et une augmentation de la présence des utilisateur-ric-e-s de drogues par injection. Les commerçant-e-s ont exprimé le souci de voir une baisse d'achalandage dans leur commerce en raison de la présence du SIS dans le secteur. Un peu plus de deux ans plus tard, la clinique SABSA cède ses locaux, au 60, Saint-Vallier Est, pour laisser place à l'Interzone, le nouveau service de consommation supervisée (SCS)*.

Un service essentiel pour les utilisateur-ric-e-s de drogues

Depuis le 31 mars dernier, les utilisateur-ric-e-s de drogues par injection et par inhalation ont accès aux services offerts au SCS. L'Interzone, supervisé par des infirmier-ère-s, des intervenant-e-s et des pairs-aidant-e-s, assure aux utilisateur-ric-e-s un accueil inconditionnel, ainsi qu'un environnement sécuritaire où ils peuvent consommer des drogues en toute légalité et sans jugement. Dans une entrevue accordée à Radio-Canada**, le 29 mars 2021, Rachel Charlebois, une infirmière engagée par le CIUSSS de la Capitale-Nationale et par SABSA pour accompagner les utilisateur-ric-e-s, questionne: « Les gens consomment déjà dans la rue. Pourquoi ne pas leur offrir un milieu sécuritaire et encadré? » Effectivement, le SCS permet aussi de réduire la consommation dans les espaces publics et le nombre de seringues souillées dans les lieux extérieurs d'injection.

Sur place, les personnes ont droit à des informations sur les substances qu'elles consomment et sur la manière sécuritaire de les consommer, à du dépistage, ainsi qu'à du matériel d'injection stérile. Le service permet aussi de faciliter l'accès aux services de désintoxication et de traitement de la dépendance pour les personnes qui le désirent.



C'est au 60, Saint-Vallier Est que prend place ce nouveau service de consommation supervisée tant attendu, l'Interzone.

Le SCS s'inscrit dans l'approche de la réduction des méfaits, où l'accompagnement par un personnel qualifié permet de réduire les risques de surdose et les infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS). Il est à noter que selon l'Institut national de santé publique du Québec, une personne utilisatrice de drogues par injection sur dix est atteinte du VIH dans la ville de Québec.

C'est donc dire que l'Interzone se positionne comme un lieu et un service essentiel pour les utilisateur-ric-e-s de drogues par injection et inhalation : il assure leur sécurité, leur bien-être, et permet de sauver des vies.

*Il n'existe pas de différence fondamentale à proprement parler entre un Service d'injection supervisée (SIS) et un Service de consommation supervisée (SCS), à l'exception que le SCS englobe la consommation de drogues par injection et inhalation, et que le SIS offre des services pour les personnes qui consomment des drogues par injection.

** Pour lire l'article complet : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1780861/ouverture-officielle-centre-consommation-supervisee-drogue-quebec>

Le Vestiaire du Faubourg

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme Le Vestiaire du Faubourg, une friperie située au cœur du quartier Saint-Jean-Baptiste

lundi au jeudi de 12h à 16h.

Avec le contexte sanitaire, horaire sujet à changement. Contactez-nous pour le vérifier.

780 rue Sainte-Claire | 418-522-0454



BUDGET PROVINCIAL 2021-2022 : DES NUAGES HABLEMENT SOMBRES

Par Vincent Baillargeon

Éric Girard, ministre des Finances du Québec, présentait le 25 mars dernier le troisième budget de son gouvernement. C'est certes dans un contexte bien particulier que nous avons entendu le ministre, tel un robot bien préparé, nous présenter les orientations financières de la prochaine année. Aucune surprise par contre : des miettes pour les personnes en situations de précarité, en même temps que des nuages très sombres à l'horizon.



Le ministre des Finances, Éric Girard, lors de son discours du budget le 25 mars dernier.

Les seules mesures du budget qui auraient pu renforcer le filet social sont nettement insuffisantes ou bien totalement absentes :

- Un méprisant 500 nouvelles unités de logements sociaux programmées de 2021 à 2027. En comparaison, la Ville de Québec, à elle seule, demandait 500 unités par année, et ce, pour les cinq prochaines années.
- Un maigre 10,6 millions \$ sont alloués à la rénovation des HLM pour tout le Québec. Rappelons que la Ville de Montréal, à elle seule, a besoin de 80 millions de dollars supplémentaires annuellement pour éviter de devoir barricader d'autres immeubles.
- Une aide ponctuelle et non récurrente de 41,8 millions \$ pour certaines initiatives des groupes d'action communautaire autonome. Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome estime actuellement les besoins à 460 millions \$.
- 18,5 millions \$ destinés à la bonification des prestations spéciales liées à la santé pour les personnes assistées sociales sur une période de cinq ans. Malheureusement pour les personnes à l'aide sociale, il s'agit seulement d'un rattrapage pour cause de non-indexation sur de nombreuses années.
- 22 millions \$ sur cinq ans pour le réseau des maisons qui accueillent des femmes victimes de violence à la recherche d'un hébergement temporaire. Encore une fois, ce montant est insuffisant. Ce réseau demandait 70 millions \$ pour ouvrir davantage de maisons et ainsi mieux répondre à la demande.

Le gouvernement a reporté l'objectif du déficit zéro en 2027-2028. L'idée de le repousser n'est pas une erreur. Dans un contexte de troisième vague de COVID-19, certains des investissements prévus sont plus que nécessaires, notamment les montants annoncés en éducation et en santé. Le gouvernement aurait dû annoncer des sommes suffisantes pour l'ensemble des services publics et des programmes sociaux.

Cependant, plusieurs autres mesures et annonces nous amènent à prévoir le pire pour l'avenir. Des investissements tels que 50 millions \$ pour la construction de chemins « multiusages » en forêt publique ou encore 30 millions \$ sur deux ans pour développer l'extension du réseau de distribution de gaz fossile, incluant le gaz liquéfié, confirment que le « Plan vert » de la CAQ n'est que de la poudre aux yeux. De plus, les « mesures d'optimisation » annoncées par le gouvernement ne vont clairement pas dans une perspective de renforcement du filet social. Pensons simplement à l'annonce de couper 5000 postes dans les ministères et organismes, ou encore la réduction du financement de 3 millions \$ du Secrétariat à la condition féminine.

Malgré tout, on doit avouer que les ministres caquistes sont rusé-e-s. En effet, ils et elles reportent toutes les décisions difficiles après 2022, c'est-à-dire après les élections. Les débats de fond sur la façon d'atteindre l'équilibre budgétaire, le type de relance économique souhaitée ou les mesures permettant de s'assurer d'un filet social efficace sont donc reportés. La CAQ aime mieux nier certains débats importants et cherche avant tout sa réélection.

NOUVELLES LIMITES DE VITESSE : ENTRE VICTOIRES ET DÉCEPTIONS

(La rédaction) Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste (Compop), le Conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste (CQSJB) et la Société de développement commercial (SDC) du Faubourg Saint-Jean ont joint leurs voix dans les dernières semaines face aux nouvelles limites de vitesse prévues pour le faubourg Saint-Jean.

Concrètement, la grande majorité des rues du quartier passeront à 30 km/h. Cette décision vient répondre à une revendication portée par les trois organisations depuis de nombreuses années. Notons que les rues Turnbull, Claire-Fontaine et Saint-Jean diminueront, quant à elles, à 40 km/h.

Pour Vincent Baillargeon du Compop, il s'agit d'une victoire non-négligeable : « Après plusieurs années de luttes et de pressions, il nous fait plaisir de voir cette revendication aboutir. On se rappellera que lors du lancement de notre première campagne là-dessus, la Ville se montrait totalement fermée à cette idée. Nous sommes satisfait-e-s de voir que celle-ci a fait son chemin. »

Le CQSJB demeure tout de même surpris et déçu de voir que trois rues du quartier n'ont pas été retenues pour passer à 30 km/h. « Les rues Turnbull, Claire-Fontaine et Saint-Jean diminueront à 40 km/h. Les arguments de la Ville pour expliquer ce choix ne nous ont pas convaincus. On nous parle de l'angle de la pente ou de la largeur de la rue pour justifier ces choix dans le cas des rues Turnbull et Claire-Fontaine, alors que pour nous, il s'agit plutôt d'arguments prouvant qu'il faut diminuer la vitesse à ces endroits. En ce qui concerne Saint-Jean, il faut envoyer un signal fort que cette artère ne doit plus servir de voie de transit, en raison de la densité de population de notre quartier et la forte pratique de la mobilité active », a expliqué Mélissa Coulombe-Leduc, présidente du CQSJB.



La rue Saint-Jean, actuellement à 50 km/h sauf en zone scolaire, passera bientôt à 40 km/h.

La déception était également vive pour la directrice générale de la SDC, Marie-Noëlle Bellegarde-Turgeon, qui revendiquait une artère commerciale, la rue Saint-Jean, à 30 km/h : « La rue Saint-Jean est située au cœur du quartier et est très fréquentée, tant pour les commerces que pour les résident-e-s qui y circulent pour aller à l'école, au travail, etc. Diminuer la vitesse de cette rue, c'est augmenter le sentiment de sécurité, le sentiment d'appartenance et la fréquentation du lieu. La diminution de la vitesse sur Saint-Jean aurait eu plusieurs avantages. »

Le Compop attend quant à lui impatiemment la suite puisque diminuer simplement la vitesse automobile n'est pas garant de changements permanents dans les pratiques. « Si on veut améliorer la sécurité, on

doit repenser plus globalement l'aménagement du territoire : augmenter significativement le nombre de rues partagées avec des infrastructures structurantes, développer des liens cyclables, repenser la circulation automobile pour réduire la circulation de transit, etc. Voilà le cœur d'un projet véritablement sécuritaire ! »

Annoncez-vous dans

L' INFOBOURG



vue par plus de

5000

personnes dans le quartier

VINGT ANS DU SOMMET DES AMÉRIQUES : LE FAUBOURG SE SOUVIENT

Par Marie-Ève Duchesne

Avril 2001. N'importe qui ayant vécu près ou loin des quartiers centraux ne peut oublier cette période marquante. Il y a de cela vingt ans, le Sommet des Amériques avait lieu dans la ville de Québec. Une rencontre des 34 chefs d'États des Amériques (Cuba n'étant pas représentée) qui vise à discuter d'un accord économique permettant le libre-échange sur fond de néolibéralisme. Des manifestant-e-s de tous les pays convergent vers notre ville pour s'opposer à ce traité capitaliste. Plus on se rapproche des dates de cet événement (du 20 au 22 avril), plus la tension monte, particulièrement dans le quartier Saint-Jean-Baptiste.

Le Faubourg se souvient

Si plusieurs militant-e-s se souviendront de cet événement sous un angle anticapitaliste et politique, pour plusieurs résident-e-s le souvenir ne se limite pas seulement à cette perspective. Le quartier se souviendra probablement plus de la fameuse clôture qui traversera ce dernier plusieurs semaines avant et après l'événement, entravant ainsi la liberté de circuler, de manifester et la liberté d'expression pour plusieurs. Si, au départ, certaines tensions pouvaient être palpables entre, d'un côté, les manifestant-e-s, et de l'autre, les commerces et les résident-e-s, la construction du « mur de la honte » dans le Faubourg vient délimiter autrement le territoire : il y maintenant les services policiers (tous corps confondus) d'un bord, et tous les autres, de l'autre.

Car l'appareil répressif aura frappé les imaginaires. Le nombre de représentant-e-s des forces de l'ordre pendant le Sommet se chiffre à 6000, plus de 400 arrestations auront lieu, certaines de ces arrestations prendront plutôt la forme d'un enlèvement. Les personnes blessées sont nombreuses. Les personnes incommodées par les gaz lacrymogènes encore plus nombreuses (et l'odeur de ces gazs resteront pendant des mois dans les logements du Faubourg). Et l'information arrive au compte-gouttes, ne venant pas rassurer les craintes déjà présentes. Les commerçant-e-s réussissent à obtenir quelques informations sur les enjeux liés au périmètre, mais les services policiers tardent à donner l'information aux résident-e-s, de peur que ces informations tombent entre les mains des manifestant-e-s.



Photo : Philippe Chaumette

Le Compop se souvient

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste s'impliquera activement pendant cette période. Dans les actions et gestes marquants posés, en collaboration avec d'autres groupes et coalitions alliés, rappelons-nous de la tournée d'accueil pour faire découvrir le quartier aux manifestant-e-s venu-e-s de partout à travers le monde. C'est aussi par le Comité populaire que sera organisée une assemblée d'informations publiques.

Le Compop organisera aussi certaines manifestations dont une marche funèbre symbolisant l'enterrement du droit de manifester, de circuler et de la liberté d'expression.



Photo : Philippe Chaumette

Le groupe populaire du faubourg s'occupera également d'animer une zone verte* festive sur la rue Saint-Jean, à la demande entre autres des commerçant-e-s du quartier.

Solidarités et résistances comme trame de fond

Malgré tout, les solidarités qui tissent le quartier Saint-Jean-Baptiste auront marqué également les esprits. Fidèle à son histoire de résistances, les portes du Faubourg se sont ouvertes pour héberger des manifestant-e-s, pour soigner les personnes blessées ou incommodées par les gaz. Le quartier sera aussi marqué par plusieurs moments symboliques suite à cette fin de semaine de mobilisations historiques, où plus de 50000 personnes ont manifesté. Pensons simplement à la chute du mur tout près du parc de l'Amérique-française. Ce parc gardera d'ailleurs une connotation symbolique forte pour plusieurs manifestations par la suite, entre autres, pour réclamer la libération des personnes toujours détenues plusieurs semaines plus tard.

Il est difficile de rapporter l'ensemble de ce que le Sommet des Amériques a pu signifier. Après avoir discuté avec plusieurs personnes présentes à cette époque et/ou impliquées au sein du Compop ou dans d'autres coalitions, il apparaît qu'il n'y a pas qu'une seule, mais bien des histoires du Sommet. Lors de la prochaine édition de *L'Infobourg*, nous tenterons cette fois de raconter des histoires par le biais d'expériences de militant-e-s. À suivre dans notre prochaine édition estivale.

*Suite au Sommet de Seattle, en 1999, des groupes anticapitalistes mettent sur pied un nouveau concept de zones de couleurs afin de respecter la diversité des tactiques. C'est ainsi qu'un code de couleurs (vert/jaune/rouge) sera attribué pendant une certaine période aux manifestations et actions, selon leur niveau de risques, de confrontations et d'arrestations.

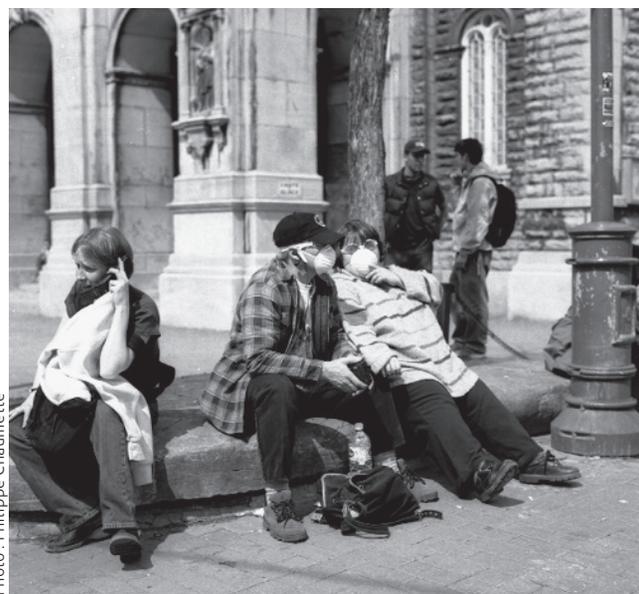


Photo : Philippe Chaumette

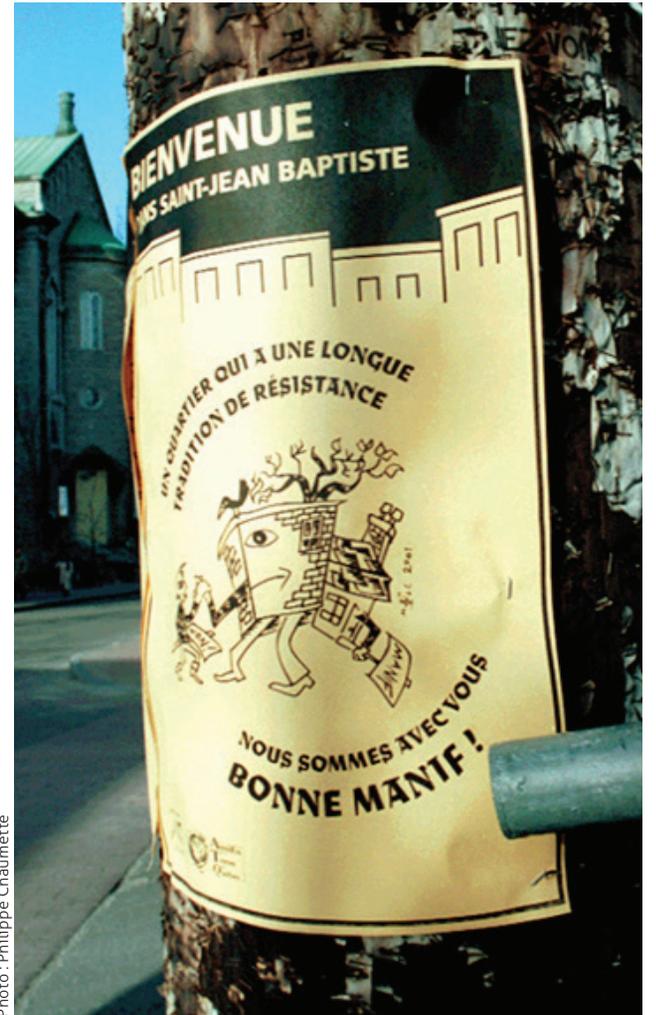


Photo : Philippe Chaumette

EN BREF

MANIFESTATION DE COMMÉMORATION POUR LES VINGT ANS DU SOMMET DES AMÉRIQUES



Photo : Veronique Laflamme

(La rédaction) Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste (Compop) a organisé, le 18 avril, une manifestation dans le Faubourg afin de commémorer les vingt ans du Sommet des Amériques. La manifestation s'est déroulée dans les rues du quartier Saint-Jean-Baptiste, reprenant un tracé similaire à une manifestation organisée en marge du Sommet par le Compop en mars 2001. Des pancartes reprenant des slogans historiques ou arborant des photos de l'époque habitaient le décor. Plusieurs prises de parole militantes ont animé le discours tout au long de la manifestation. « Cette prise de parole de militants et militantes ou de résidents et résidentes nous montrent la résistance toujours présente dans le quartier. Et cette résistance est encore et toujours nécessaire. Dans un contexte où on nous parle de privatisation des services publics, d'optimisation et d'austérité depuis plus d'une décennie, il est important de se rappeler que ces discours se placent dans un courant économique de droite. Tout comme celui de la ZLÉA à l'époque. Notre filet social est mis à mal et la planète nous envoie des signaux plus qu'inquiétants. Qu'attendons-nous pour faire « tomber le mur » une nouvelle fois ? », a demandé Marie-Ève Duchesne, permanente au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste.

RASSEMBLEMENT POUR METTRE FIN AUX FÉMINICIDES

Par Marie-Ève Duchesne

Le Centre ressources pour femmes de Beauport, le Centre Femmes d'aujourd'hui et la Maison des femmes de Québec ont organisé, le 2 avril dernier, une action citoyenne contre les féminicides et la violence conjugale. Ce rassemblement s'est déroulé devant l'Assemblée nationale et plus de 200 personnes y étaient réunies pour dénoncer l'inaction gouvernementale devant la hausse fulgurante des féminicides des derniers mois.



« Pas une de plus » a fait partie des nombreux slogans scandés et affichés lors du rassemblement du 2 avril.

Depuis le début de l'année 2021, dix féminicides liés à la violence conjugale ont eu lieu au Québec, dont huit dans les dernières semaines. À la suite de ces événements, quatre regroupements nationaux en violence conjugale (l'Alliance des maisons d'hébergement de deuxième étape, le Regroupement des centres de femmes du Québec, la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes ainsi que le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale) se sont réunis afin de faire front commun contre les féminicides en contexte conjugal et lancer un appel à la mobilisation dans toutes les régions du Québec. C'est à cet appel que les groupes féministes de la ville de Québec ont répondu en organisant ce rassemblement.

Pour les organisatrices du rassemblement de Québec, la violence conjugale n'est surtout pas un problème individuel : il s'agit d'un enjeu de société global qui nous concerne toutes et tous. Pour y mettre fin, des changements radicaux sont nécessaires et nous avons besoin de la participation de tout le monde pour y arriver. Mélissa Cribb, co-porte-parole de l'action, explique : « Il importe notamment de démontrer à toutes les victimes de violence conjugale, qu'elles ne sont pas seules. Il y a urgence de tisser un filet de sécurité autour d'elles en impliquant non seulement les acteurs et les actrices psycho-sociaux-judiciaires, mais également l'ensemble de la population. »

Pour y arriver, il est nécessaire de sensibiliser la population à reconnaître la violence conjugale et à entendre les femmes qui dénoncent. Pour Linh Nguyen-Biron, également co-porte-parole de l'action, il importe d'insister sur ce point : « Nous demandons au gouvernement de se mettre en action dès maintenant pour l'implantation des mesures recommandées par le comité d'expert-e-s sur l'accompagnement des victimes de violence conjugale et sexuelle. » Rappelons que ce comité avait déposé son rapport* en décembre 2020, comprenant au total 190 recommandations. Ces recommandations vont du tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, à la formation spécialisée, en passant par l'accompagnement sous toutes ses formes.

Les organisations féministes souhaitent également mettre en lumière les réalités vécues par les femmes vivant à l'intersection des différents systèmes d'oppression comme le capitalisme, le patriarcat, le racisme ou le colonialisme, par exemple. Pensons aux femmes autochtones ou inuites, à celles que la société racise, en situation de pauvreté, en situation d'itinérance, d'handicap ou aux personnes s'identifiant à la diversité des genres. Parmi les féminicides survenus dans les derniers mois, ces femmes sont surreprésentées.

* Pour en savoir plus sur le sujet, vous pouvez consulter le rapport ici : www.justice.gouv.qc.ca/victimes/violence-conjugale/consultation/

MARCHE CONTRE LE RACISME ET POUR L'ÉGALITÉ

(La rédaction) Des centaines de personnes ont participé à la Marche contre le racisme et pour l'égalité organisée par la Coordination des actions contre le racisme à Québec, dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme.



Photo: RÉPAC 03-12

Plus de 200 personnes ont marché dans les rues de la Basse-Ville pour contrer le racisme systémique.

Le 21 mars dernier, les personnes présentes ont demandé au gouvernement de François Legault de reconnaître le caractère systémique du racisme au Québec, au Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) de reconnaître l'existence du profilage racial et de s'engager à y mettre un terme, et, à la Ville de Québec, de s'engager à lutter plus énergiquement et plus efficacement contre les crimes haineux.

Dès les premiers pas, la marche s'est arrêtée devant le poste de police de la Cité-Limoilou où Maxim Fortin, coordonnateur de la Ligue des droits et libertés - section Québec, s'est adressé à la foule pour dénoncer le manque de sérieux dans le traitement des plaintes du Service de police face à la multiplication des actes haineux à caractère raciste. « C'est révoltant de constater la désinvolture avec laquelle le SPVQ traite les crimes haineux, les enquêtes piétinent et n'aboutissent tout simplement pas », a-t-il dénoncé.

Durant toute la marche, des porte-paroles se sont relayé-e-s pour dénoncer le racisme systémique et demander au gouvernement de reconnaître le vécu des personnes autochtones et racisées. « Quand le gouvernement s'obstine dans sa guerre de mots et refuse de voir notre réalité, il nous empêche d'avancer comme société. Il nous dit que malgré la discrimination dans la recherche d'un logement ou d'un emploi, le système ne peut rien pour nous. Le racisme systémique, c'est aussi l'absence des mécanismes, de recours et de loi pour atténuer les conséquences du racisme au quotidien », témoigné Amy Bernier, porte-parole pour la Coordination des actions à Québec contre le racisme.

La marche marquait également le début de la Semaine d'actions contre le racisme qui se poursuivait avec différentes activités, et ce, jusqu'au 1er avril à Québec.

L'ÉDUCATION POPULAIRE CONTRE LE RACISME SYSTÉMIQUE

(La rédaction) Le 23 mars dernier, dans le cadre de la semaine d'action contre le racisme à Québec, des dizaines de personnes ont participé, à l'invitation du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12) à une matinée d'affichage contre le racisme et ses manifestations. Des affiches expliquant « C'est quoi le racisme systémique ? » ont été affichées dans plusieurs quartiers de la ville de Québec.



Le Regroupement s'inquiète du refus persistant du gouvernement Legault à reconnaître l'existence du racisme systémique et donc à ne pas prendre les actions qui s'imposent pour le combattre et ainsi avancer pour une société plus juste et équitable pour tout le monde. « Les injustices vécues par les personnes autochtones et racisées sont réelles! Par exemple, qu'il s'agisse des interpellations policières, de l'accès au logement ou au marché du travail, les personnes racisées subissent des discriminations importantes qui portent atteinte à leurs droits », s'indigne Naélie Bouchard-Sylvain, porte-parole du RÉPAC 03-12.

LE PROMOTEUR, LA BANQUE ET LE RENTIER

[OU COMMENT LE LOGEMENT EST DEVENU UNE MARCHANDISE]

Par Andrée O'Neill

À moins de vivre sous une roche, on s'y prend les pieds quinze fois par semaine : il n'y a pas seulement le voisinage éphémère qui fait le party toute la nuit et jette ses ordures n'importe où n'importe quand (Airbnb, que certains chroniqueurs en économie appellent sans rire «économie de partage», ça vous dit quelque chose?). Il y a aussi les annonces, presque à chaque coin de rue, de construction à venir d'appartements distinctifs avec spa et barbecue urbain, idéal pour investisseur », les téléréalités de lippeuses et de flippeux de maisons, les influenceurs et influenceuses qui présentent leur condo-style-loft ou leur loft-style-condo, les livres et les cours à succès des coachs en immobilier. Et nous sommes très nombreuses et nombreux à regarder tout cela avec admiration ou convoitise.

Plus que jamais, le logement est considéré comme une marchandise. Plus que jamais, dans l'esprit d'une très grande partie de la population, un appartement ou une maison, sert bien plus à faire une piastre qu'à se loger. Mais cette dimension marchande de l'habitation n'a pas toujours été aussi importante; l'évolution de l'habitat – qui est passé de « bien d'usage » à « bien d'échange » – est étroitement liée à celle du capitalisme. C'est ce que nous aide à comprendre Louis Gaudreau dans *Le promoteur, la banque et le rentier : fondement et évolution du logement capitaliste*. Il y explique comment, au fil des siècles, s'est tissée cette relation entre capitalisme et logement. Il nous fait voir à quel point, au cours de l'Histoire, l'apparition du capitalisme, puis l'industrialisation des sociétés occidentales, leur urbanisation croissante et surtout, à partir des années 1980, l'avènement du néolibéralisme et la financiarisation de l'économie ont peu à peu façonné nos consciences afin de rendre acceptable l'emprise du marché sur ce qui est, en réalité, un bien essentiel. L'État, qui avait pris une certaine place et mis en œuvre quelques politiques de logement social pendant l'après-guerre, s'en est retiré progressivement à partir de la fin des années 1970. Également après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la publicité de masse ont connu un essor sans précédent. Puis, ces trois dernières décennies, l'instauration de politiques néolibérales agressives a fait le reste. Comme le décrit Louis Gaudreau, notre « rapport culturel à la propriété d'occupation » radicalement transformé. On en est venu à cesser de penser le logement comme un droit fondamental et à le voir enlever trop souvent comme un pur objet de spéculation.

Louis Gaudreau plaide pour un « nouveau mode de prise en charge du logement » et pour des changements radicaux dans la façon de le financer, de le développer et de l'utiliser. En s'appuyant sur les travaux du sociologue Bernard Friot, il propose rien de moins que d'abolir la propriété lucrative et le crédit qui y est lié, pour se tourner vers l'investissement collectif et vers la propriété strictement d'usage. Mais ce rêve ne deviendra réalité que lorsque l'État jouera vraiment son rôle d'État, autrement dit à la semaine des quatre jeudis... ou alors lorsque nous réinventerons totalement notre système économique.

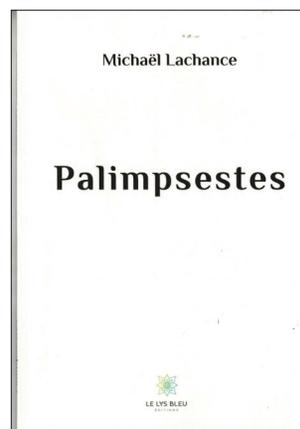
Pour attaquer un problème de front et le combattre avec succès, il faut comprendre ses origines. C'est pourquoi la lecture de *Le promoteur, la banque et le rentier*, même si elle est un peu ardue et demande attention et concentration, peut contribuer à enrichir le coffre à outils des personnes qui luttent pour la pleine reconnaissance du droit au logement.

Louis Gaudreau, *Le promoteur, la banque et le rentier*, Montréal, Lux, 2021.



Gens du faubourg, chaque quartier est une petite société distincte et Saint-Jean-Baptiste ne fait pas exception.

Situé entre le siège social du Bureau des affaires poétiques et le seuil de la Maison de la littérature, il n'est pas étonnant que votre duchesse soit femme de lettres. Suivez la brève littéraire nouvellement insérée dans *L'infobourg* et signée par Hélène de Saint-Jambe.



la vengeance des
DUCHESSES
prescriptions littéraires

PALIMPESTES

Par Hélène de Saint-Jambe

Il ne faut pas confondre l'auteur de *Palimpsestes* avec le philosophe homonyme avec qui il partage, outre la dénomination, le territoire saguenéen et le don de poésie. Michaël Lachance est plutôt comparable à Baudelaire, qu'il cite en exergue, en ses qualité de poète et de critique, car son prosaïsme élégant ne manque pas de panache. Dans ce premier recueil, il nous entraîne dans une vaste « cour de récréation » qui mène du boulevard Henri IV aux finesses de Bartók ou Saint-Saëns, du Costco jusqu'aux poubelles des grecs anciens. S'y inscrit une écriture dite plastique dont les élans formels diffusent un romantisme lucide et intransigeant : « pour / toi / lecteur / hypocrite / rêveur » (p.81); « notre amour / dessine / quatre couleurs // pour / une brocante / d'humanité » (p.57).

Contempler sardonique, Lachance offre des poèmes empreints d'amour pour une culture à la fois populaire et pointue comme un chapeau de fête inversé. Il nous rappelle que les poètes « mangent, pissent et vomissent » (p.85) mais jamais la relation et l'expression ne meurent « au feuilleton » de son écriture. L'ironie désabusée de l'auteur est cocasse, son autodérision attendrissante: le citant nous dirions que notre « opinion / dégouline / en rose / tout partout / dans / la / page » (p.72)

Publié au Lys Bleu (Paris, 2019), *Palimpsestes* est disponible en ligne et à la Librairie Saint-Jean-Baptiste.



LE COMITÉ POPULAIRE
SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :



Des activités sociales et culturelles pour les gens du quartier !

En ligne: compop.net
En Personne: 780, rue Sainte-Claire
5\$ par année

FRANÇOIS SAILLANT

Préface de Christian Nadeau

LUTTER POUR UN TOIT

Douze batailles pour le logement au Québec

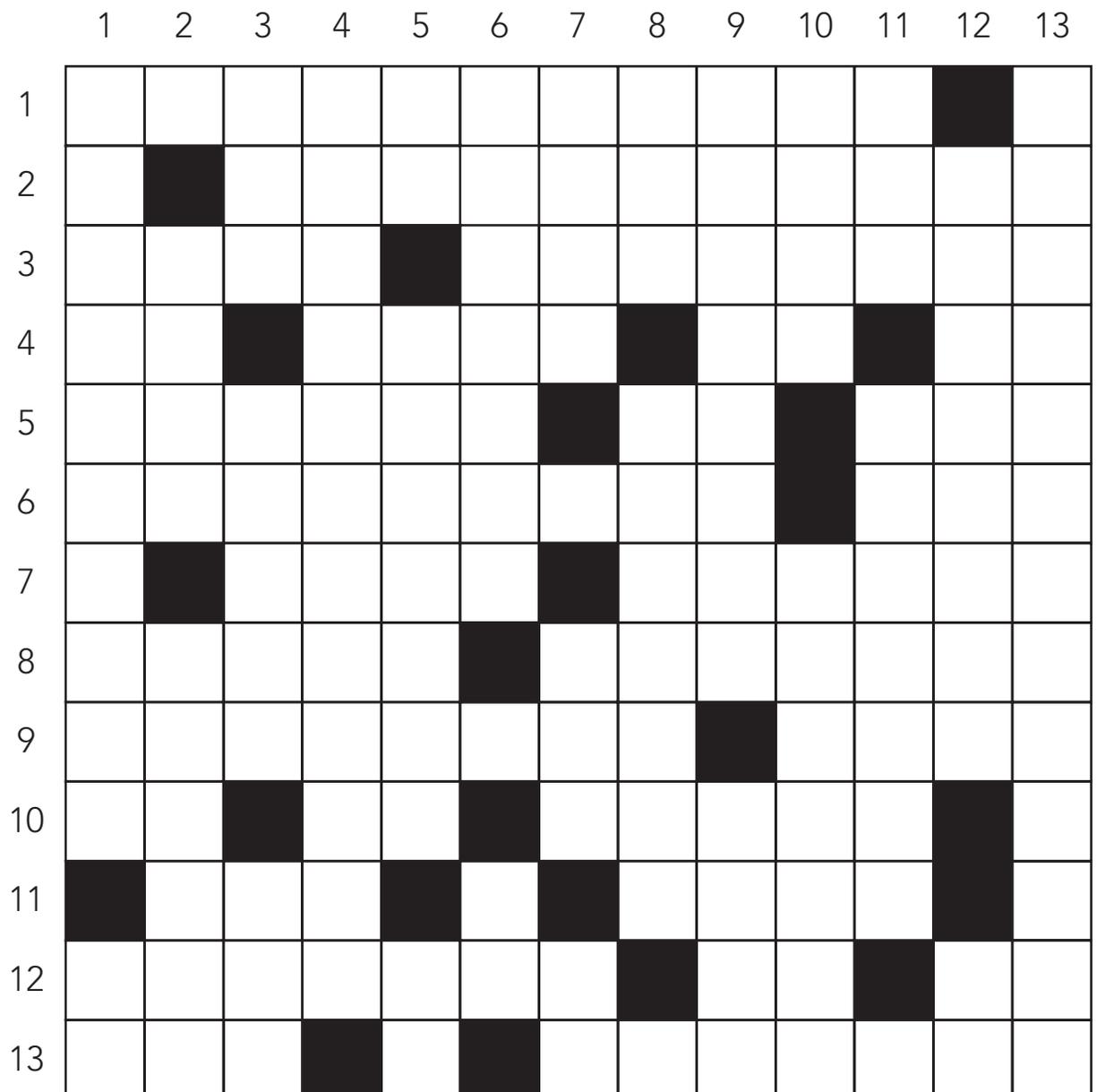


À LIRE OU À RELIRE, POUR SE REMONTER UN PEU LE MORAL ...

(A.O.) François Saillant se passe de présentation. Militant de la première heure pour le droit au logement et porte-parole du FRAPRU pendant 35 ans, il était aux premières loges de certaines des 12 batailles épiques pour le logement abordable, qu'il raconte dans *Lutter pour un toit* (Écosociété, 2018), dont deux dans SJB (la rue Saint-Gabriel et le squat La Chevrotière). Il va sans dire que ces luttes n'ont pas toutes été victorieuses, mais elles sont toutes très inspirantes et marquées par les mêmes constantes, celles du courage et de la solidarité.

Mots croisés

Par Agathe Légaré



Horizontalement

- 1- La grande Opération gouvernementale contre la COVID-19 en 2021.
- 2- Fait partie du groupe d'âge le plus touché pendant la première vague de la pandémie.
- 3- La monnaie de la France, de l'Allemagne, de l'Italie – Placées en un endroit élevé.
- 4- Symbole chimique de l'indium – Pavillon de l'éducation physique et des sports de l'Université Laval – Parcours des yeux – Mesure chinoise.
- 5- Dégagé d'une dette, ou remis en liberté – Avalé – Complément d'objet direct et... payable sur livraison.
- 6- Tromperas, duperas – Motif interdit de discrimination dans les Chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.
- 7- Petits poèmes du Moyen Âge – Habitant de Tripoli ou de Benghazi.
- 8- Saut périlleux – Saisissent, emportent avec rapidité.
- 9- Célèbre marque de pianos à queue, faits main à 80 % encore aujourd'hui – Préfixe signifiant « contre ».
- 10- Conjonction – Versus, par opposition à – Obstacle imprévu.
- 11- Est - sud- est – Peu fréquent, inhabituel.
- 12- Explosif plastique – Île française ou note de musique – Symbole de l'aluminium.
- 13- Réseau express métropolitain en construction dans la région de Montréal – Le Comité populaire voudrait la limiter à 30 km/heure dans Saint-Jean-Baptiste.

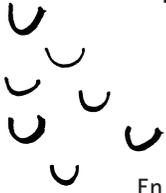
Verticalement

- 1- Dernière période de la vie humaine normale – Symbole du praséodyme.
- 2- Liée, rapprochée – Attaché à une calèche, par exemple.
- 3- Compagnie ferroviaire canadienne – Pour la santé publique, un groupe exclusif, restreint et permanent où les membres n'ont pas à respecter les 2 m de distance – L'oncle au sud de la frontière...
- 4- Logements sociaux très populaires dans Saint- Jean-Baptiste, comme en témoignent L'Archange, L'Aubergine, L'Escalier, Saint- Gabriel, D'Aiguillon, Îlot Berthelot, Claire- Fontaine, De la Chevrotière, Grandir en ville, etc.
- 5- À la mode, populaire – Vagabondions, allions au hasard – Passé sous silence.
- 6- Recouvertes d'une sauce, en cuisine – Soldat de l'armée américaine.
- 7- Très vieux – Musique née aux USA dans les années 1970 – Curriculum vitae.
- 8- Trois fois en musique – Pousser, écarter, chasser.
- 9- Se dit d'un langage non sexiste – Lot, ce qui revient à quelqu'un lors d'un partage.
- 10- Île d'Hawaii où se trouve Honolulu – Supportée, sentie, appréciée.
- 11- Conteste, contredit, dément – Poivre utilisé par les policiers comme lacrymogène lors du Sommet des Amériques, en 2001.
- 12- Trouvent un logement de remplacement à quelqu'un – Champions ou ancien club de hockey de la ville de Québec.
- 13- Se dit d'une rue réservée surtout à l'habitation.



POÉSIE DU FAUBOURG

Par Yvon Boisclair



Une fille

En moi, elle file sa toile
Avec elle je suis tranquille
Un nuage dans mon coeur
Une fleur dans ma tête.

La cuisine du CRAC

Endroit où se prépare
Mes mille délices
Endroit où se prépare
Des plats d'amour
Cuisine de mets enchanteurs

Rue Saint-Jean

Flux de gens et de véhicules
Rue où l'achat s'exerce
Artère pleine de vie

Rue Sainte-Claire

Larges horizons
Percée vers les monts
Descente en Basse-Ville
Montée en Haute-Ville
Autos et piétons en entier

Rue Saint-Gabriel

Rempart protecteur
Coopératives en fleurs
Histoire toujours de l'heure
Victoire des sans peur

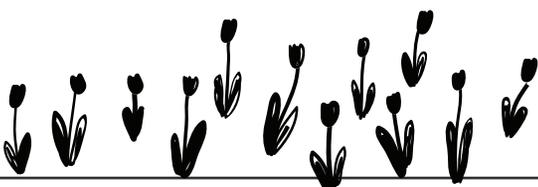
Jeunesse

Elle entreprend
Elle taille dans le nouveau
Elle cherche au-delà
Elle aspire à un air sain
Elle exprime une sève sans fin
Elle remue et l'espace s'étend
Elle remue et la vie on entend.

Jazz

Les notes dansent
La musique se déhanche
Par mes oreilles j'entre en transe.

Pensée du moment:
Juger c'est enchaîner,
comprendre c'est libérer.



LES « ANGES GARDIENS » SONT AVANT TOUT DES HUMAINS

Par Fabien Abitbol

Après six mois de consultations et de traitements à l'Hôtel-Dieu de Québec, puis douze semaines d'une hospitalisation absolument pas prévue, me voilà avec suffisamment de recul et d'observation pour parler des « anges gardiens », une expression que je n'apprécie guère, peut-être parce qu'en France elle a une connotation très catholique, mais qui a été abondamment employée lors du premier confinement par le gouvernement du Québec.

J'ai eu l'occasion, tant durant mes traitements d'été (lorsque les mesures COVID étaient allégées) qu'à l'automne puis en hiver lorsque le CIUSSS-CN avait resserré beaucoup de choses, et désormais au printemps pour les débuts de mon suivi post-opératoire, de croiser du personnel généralement aimable et en tout cas toujours dévoué. Du personnel d'entretien jusqu'aux médecins spécialistes qui ont eu à se pencher sur moi, il y avait toujours un être humain derrière le masque de procédure. À titre d'exemple, le chirurgien qui m'a reçu le 15 juillet 2020 et m'a dit qu'il espérait n'avoir jamais à m'opérer mais souhaitait me suivre régulièrement, c'est celui qui le 8 janvier 2021 m'a dit qu'il fallait m'opérer d'urgence au risque que je meure étouffé durant la fin de semaine. Je ne l'avais pas vu souvent, mais j'avais eu l'occasion de décrypter ses réactions et sa gestuelle, et j'avais remarqué une chose appréciable : alors que j'étais hospitalisé deux nuits en décembre il m'avait fait chercher pour m'ausculter et m'informer qu'il allait demander de devancer des examens. Lui au moins cherchait à savoir où se trouvaient ses patient-e-s, alors que lors de mes plus de quatre-vingt jours d'hospitalisation j'ai reçu plusieurs appels de services qui me croyaient à mon domicile, dont un pour me dire ce que je savais déjà (le jour et l'heure de l'une de mes interventions chirurgicales).

Parmi les nombreux infirmiers et nombreuses infirmières qui ont eu à s'occuper de moi, une fois passée la première semaine d'hôpital, où je passais mon temps à leur rappeler que « matin midi soir » en termes de médicaments c'est pour moi 6-7h, 12-14h puis 22-23h (et non pas 8h30, 12h, 17h comme pour les personnes chez qui la médication est calée sur l'horaire des cabarets), ça se passait bien. Certain-e-s soignant-e-s du soir pensaient à répondre à l'une de mes préoccupations avant que je ne pose la question, un infirmier n'osait pas me réveiller à 15h45 en prenant son service s'il voyait que je tentais de dormir, une infirmière qui prenait son service à 23h45 passait la tête si elle voyait que ma lumière n'était pas éteinte afin de connaître mon niveau de douleur pour me proposer des remèdes lorsqu'elle repasserait à 2h pour s'occuper de moi, etc. J'ai même eu une fois une infirmière qui m'a proposé de me faire mon shampoing parce que les préposé.e.s étaient trop occupé.e.s.

Chez les préposé.e-s, pareil : deux ou trois avaient très vite compris que ma sixième chirurgie m'empêchait de faire ma toilette seul, une passait toujours vers 14h pour me demander si je j'avais besoin de quelque chose, et celle qui s'occupait principalement d'aller chercher les malades dans leur chambre pour les mettre en attente de brancardier a très vite compris que si je ne savais pas à l'avance que j'avais un rendez-vous, il fallait que je prenne mon temps pour répondre présent, qu'il soit 8 h 30 ou 15 h.

La femme chargée de l'entretien en semaine, je l'entendais arriver : elle chantonnait toujours. Elle n'a commencé à me dire bonjour qu'au bout de trois semaines, mais elle connaissait mes habitudes et, sans que je ne lui demande quoi que ce soit, m'a apporté un vendredi une boîte de mouchoirs, puis certains vendredis me demandait si j'avais besoin de quelque chose. Parmi ses collègues hommes qui travaillaient les samedis, dimanches et jours fériés, l'un prenait particulièrement soin de la quiétude des patient-e-s, quitte à repasser plus tard vider les poubelles (elles se remplissent vite à l'hôpital, COVID ou pas) et nettoyer les bords du lit, la table roulante et le rebord de la fenêtre.

À la longue je parvenais à reconnaître les humains derrière leur masque, parfois avant qu'ils ne passent le seuil de la porte, à la voix, parfois à un tatouage, parfois à une simple paire de chaussures, et évidemment à l'accent car j'ai pu m'apercevoir qu'il y avait pas mal de personnes immigrantes, dont certaines ne connaissaient même pas encore la ville car elles étaient arrivées pour prêter main forte, eu égard au manque de main d'œuvre qualifiée dans le milieu de la santé. Car le problème majeur à l'Hôtel-Dieu – et probablement dans tous les hôpitaux du Québec –, c'est le manque de personnel. Ce n'est peut-être pas un problème nouveau, mais il est accentué par les procédures COVID qui ralentissent le travail, et aussi qui entraînent davantage d'absences.

Même les brancardiers à la longue, je les connaissais. Au point que le mardi 6 avril, en quittant les soins ambulatoires, l'un d'eux m'a reconnu et m'a trouvé en forme. Comme du temps où j'étais hospitalisé, il m'a parlé météo.

Parmi les gens qui ont eu à s'occuper de moi, une voisine du quartier avec qui il m'est arrivé de faire la semaine de la poutine ainsi que la soirée de fermeture d'un restaurant du quartier en octobre 2019, ainsi qu'une ancienne voisine, qui m'a reconnu parce que lors de ses études elle travaillait dans un établissement de restauration du quartier. Elle avait donc rencontré le personnage avant la personne alitée.

Le 25 mars, jour de ma sortie de l'hôpital, j'étais raccompagné chez moi par une femme qui a travaillé dans notre quartier depuis son arrivée à Québec jusqu'au 5 avril (elle est désormais employée par le CIUSSS-CN) et son conjoint, l'infirmier qui s'était occupé de ma sortie d'hôpital en décembre 2020. Un grand réconfort, puisque j'étais attendu à la maison par un infirmier du CHUL spécialisé en soins respiratoires et venu m'installer du matériel et

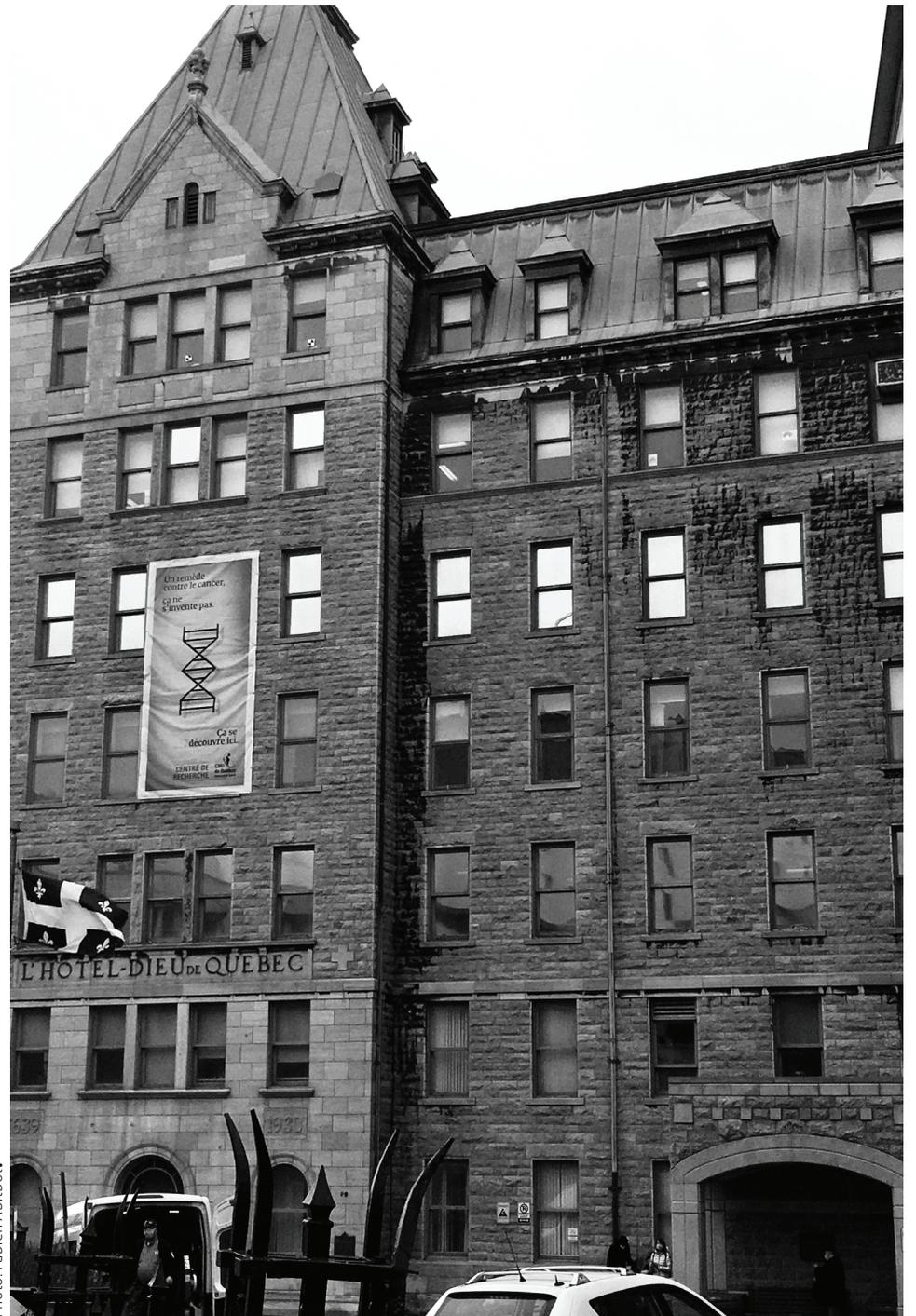


Photo: Fabien Abitbol.

passer deux heures à m'expliquer les bases à sa façon, afin que je puisse faire seul chez moi ce que je faisais encadré à l'hôpital. Lui passe me voir au minimum une fois par semaine ou me demande des nouvelles par texto. Chaque jour où je n'ai pas rendez-vous à l'hôpital, une infirmière du CLSC Limoilou passe à mon domicile s'occuper de moi. Et une fois par semaine, une nutritionniste vient passer une heure à mes côtés, le reste se faisant par courriel.

Le système de santé, quoi qu'on en dise, est bien rodé. Mais il est surchargé, et la COVID n'arrange rien à l'affaire.



Deviens membre du Compop !
En ligne : www.compop.net
En personne : 780, Sainte-Clair
\$5 par année

LE COMITÉ POPULAIRE
SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :

Des actions concrètes pour défendre nos intérêts et nos droits !



Photo: Association des bibliothèques publiques du Québec



**CONTES EN FAMILLE ET EN LIGNE
POUR LES MOINS DE CINQ ANS**

Par Agathe Légaré

« Livre, livre, ouvre-toi » Les enfants de moins de cinq ans peuvent maintenant visionner sur YouTube des contes québécois récents, d'abord publiés sous forme d'album illustré. Ces contes sont animés et mis en ligne par la Bibliothèque de Québec.

On y voit et entend une lectrice-conteuse, qui articule bien et lit de façon vivante. Le récit est ponctué d'illustrations en couleurs tirées de l'album. Il y a aussi parfois une petite musique de fond et du bruitage. Tout ça est soigné, dynamique, charmant et... gratuit.

Chaque conte dure de cinq à quinze minutes.

Pour ma part, j'ai apprécié *Rien du tout*, de Marie-Hélène Jarry et Amélie Dubois, un éloge de la paresse face à l'anxiété de performance, ainsi que *Léonard, le mouton qui ne voulait pas être tricoté*, de Mélanie Fortin et Philippe Béha, sur l'importance d'avoir ses rêves à soi.

La Bibliothèque ajoute régulièrement de nouvelles histoires. Rendez-vous à l'adresse suivante : www.bibliotheque-dequebec.qc.ca/programmes/contes-en-ligne.aspx

UNE NAISSANCE, UN LIVRE

Par Agathe Légaré

Votre bébé a eu un an entre le 1er janvier 2020 et aujourd'hui? Vous pouvez l'inscrire au programme Une naissance, un livre de la Bibliothèque de Québec. Vous devez vous présenter en personne, avec la carte d'assurance-maladie de votre enfant, au comptoir d'une bibliothèque du réseau, par exemple Claire-Martin sur la rue Saint-Jean.

Vous obtiendrez une trousse Bébé (un ensemble-cadeau) incluant l'album jeunesse *Chez les terriens*, les guides *Lire avec votre enfant* et *Chantez avec votre enfant*, le magazine *Naître et grandir* ainsi que d'autres surprises. De plus, votre enfant aura sa propre carte d'abonné-e à la bibliothèque qui vous permettra d'emprunter des albums à son nom au lieu de les porter sur votre propre carte.

LE 9-1-1 VERSION TEXTO

Par Fabien Abitbol

Si le 9-1-1 est connu de tout le monde en Amérique du Nord (bien qu'il ne soit généralisé à Québec que depuis les fusions), le T9-1-1 n'est pas vraiment connu.

Le T9-1-1 est la façon la plus simple pour les personnes sourdes, malentendantes ou ayant des troubles de la parole d'entrer en contact avec les services d'urgence. Expérimenté à Vancouver, Toronto, Peel et Montréal en 2012, ce service est actif à Québec, Wendake, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures, à condition d'avoir un téléphone intelligent.

Il faut avant toute utilisation s'inscrire auprès de votre opérateur téléphonique. Ensuite, lorsque vous aurez besoin de joindre les services d'urgence (polices, pompiers, ambulances) vous devrez composer le 9-1-1 par téléphone puis faire comprendre à votre façon que vous avez besoin du service texto. Dès que le message aura été compris, vous recevrez un texto d'un numéro en 13 chiffres commençant par 555911. Pendant votre échange de textos, vous ne devez pas raccrocher le téléphone : un opérateur tente de comprendre ce qui peut se passer autour de vous. La conversation est stoppée par l'interlocuteur par le message « fin appel 911 ».

Ce service est gratuit.

Pour davantage de renseignements et pour retrouver la façon de vous inscrire auprès de votre opérateur, vous devez consulter le site <https://www.textwith911.ca/fr/accueil/>

SOLUTION



**Formulaire de contribution
pour l'université populaire (Upop)**

L'université populaire, série de conférences et d'ateliers sur des thèmes variés du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, est intéressée par vos idées pour les futurs sessions. Ces soirées ont lieu le premier lundi du mois. Vous avez une suggestion ? Vous avez envie d'animer l'une de ces soirées ? Faites-nous parvenir ce formulaire rempli. On vous remercie déjà.

Nom : _____ Courriel : _____

Téléphone : _____ Thème proposé : _____

Description de la présentation : _____

Faites parvenir votre formulaire de proposition de contribution au Comité populaire saint-Jean-Baptiste au 780 Sainte-Claire, Québec (qc) G1R 5B9 ou par courriel au comite.populaire@videotron.ca.

Merci

Annoncez vous dans L'Infobourg

Pour toute information consultez notre kitmédia
en ligne à
www.compop.net/publicite

ou contactez Marie-Ève Duchesne
au 418-522-0454 ou à
comite.populaire@videotron.ca

Grille de tarifs Pub en noir et blanc

Pleine page :	545\$
1/2 page :	300\$
1/3 de page :	235\$
1/4 de page :	200\$
1/6 de page :	135\$
1/8 de page :	105\$
Carte d'affaires:	60\$



LE BOURDON du faubourg

*Actualités,
Vie de quartier,
Histoire et patrimoine,
Agenda du quartier...*

Exclusivement en ligne sur
bourdonmedia.org



suivez @bourdonfaubourg sur



VIVRE, TRAVAILLER ET CONSOMMER
SAINT-JEAN-BAPTISTE

TROUVEZ NOUS EN LIGNE



COMPOP.NET



Anne-Renée Durocher et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché Saint-Jean

Ouvert tous les jours, de 8 h à 21 h

418-522-4889
850, rue Saint-Jean